

INSTITUTIONS ET ORGANISATION MILITAIRES.

QUELQUES NOTES D'HISTOIRE MILITAIRE A PROPOS DE LIVRES RÉCENTS.

La guerre de 1914-1918 a donné un regain d'activité aux discussions relatives à l'art militaire. La masse de la population française ayant été mobilisée, bien des gens ont vu, soit comme G. V. C., soit comme fusiliers-voltigeurs dans un poste d'écoute, une petite fraction de la guerre. Chacun s'est cru excellent tacticien et grand stratège. Nous avons vu paraître des livres, où l'on travaillait à rabaisser quelques belles figures militaires françaises. Des gens, dont la compétence était à peu près nulle, bien souvent, se sont érigés en critiques militaires.

A défaut d'une compétence acquise par l'expérience, il aurait dû paraître bon à ces critiques de s'entourer de quelques garanties, d'acquérir, par modestie, quelques notions indispensables pour comprendre le développement des événements militaires. Il eût été bon qu'ils joignissent des études d'histoire militaire à un état d'esprit souple et nuancé, pour bien saisir toutes les conditions du drame effrayant et passionné qu'est la guerre. En art militaire comme en beaucoup d'autres questions, il y a peu de nouveau ; l'étude des faits passés aurait permis à bien des critiques d'éviter des erreurs grossières ou un parti pris qui n'est pas de mise dans une œuvre qui tend à être véridique et scientifique.

Nous voudrions montrer, en présentant aux lecteurs de la *Revue de Synthèse historique* quelques ouvrages qui viennent de paraître sur des questions d'histoire militaire ou maritime,

combien les institutions militaires, l'organisation de l'armée, etc., ne peuvent, presque à aucun moment, être séparées des conditions sociales et économiques de l'époque où on les considère. Ce n'est pas dans un article de quelques pages que nous pouvons approfondir une telle étude et en montrer toute la complexité ; nous voulons simplement esquisser comment quelques auteurs ont compris le problème et comment ils l'ont résolu.

*
* * *

Le général Colin, ancien officier de la Section historique, tué glorieusement en Macédoine pendant la guerre, et le colonel Reboul, ancien chef du Service historique, ont été chargés de rédiger l'histoire militaire et navale qui forme le tome VII de l'*Histoire de la Nation française* de M. G. Hanotaux¹. Leur ouvrage est d'un puissant intérêt ; il nous présente, dans un aperçu forcément rapide, non seulement une histoire des principales campagnes, mais encore un tableau de nos organisations militaires à travers les âges, une esquisse des transformations de l'armement, et, liée à ces transformations et à nos institutions, l'évolution de la tactique et de la stratégie. Ce sont surtout les chapitres qui traitent de ce perpétuel changement, de cette tendance vers le mieux, qui nous semblent dignes de retenir l'attention. Les batailles, les campagnes paraissent un peu sacrifiées ; on a tellement raconté, écrit sur ces fastes glorieux, qu'un nouveau récit peut paraître superflu, tandis que l'étude raisonnée de nos institutions et de l'art militaire, telle qu'elle a été faite par le général Colin et le colonel Reboul, sera utile à tous ceux qui s'intéresseront à l'histoire de notre armée ou de notre marine. Une illustration soignée vient enrichir l'ouvrage. On peut regretter cependant la rareté des cartes et plans de bataille si nécessaires pour suivre les opérations.

MM. Tramond et Reussner nous donnent, dans un gros volume paru chez Challamel, une histoire maritime et coloniale depuis

1. G. HANOTAUX, *Histoire de la Nation Française*, t. VII : *Histoire militaire et navale* ; 1^{er} vol., *Des origines aux Croisades*, par le général J. Colin ; *Des Croisades à la Révolution*, par le colonel F. Reboul. Paris, 1925, 591 pages, in-4° (cartes et illustrations).

1815¹. Le programme des deux auteurs était énorme : exposer dans des *Éléments* toute l'activité maritime et coloniale du XIX^e siècle est une tâche malaisée. Il en résulte pour le livre deux parties inégales à notre avis. Dans l'une, répartie sur tout l'ouvrage, les questions maritimes ont été traitées avec beaucoup d'ampleur, avec une grande pénétration des faits. Les relations entre le développement industriel et commercial des pays et leur expansion navale sont toujours fort bien exposées. Mais, dans l'autre qui devrait traiter des politiques mondiales, les questions coloniales des pays autres que la France nous paraissent trop rapidement esquissées. Nous aurions aimé voir donner à la politique coloniale anglaise, à celle de l'Allemagne, etc., une part plus grande, plus proportionnée à celle qui a été accordée, à juste titre, au splendide mouvement français d'expansion qui est un des plus beaux titres de gloire de Jules Ferry. Exprimerons-nous le regret de ne pas pouvoir suivre sur des cartes tout ce qui nous est exposé ? Mais ces réserves faites, comment ne pas remercier les auteurs qui mettent à notre disposition un instrument de travail de premier ordre, clair, intéressant et vivant ?

« Je me félicite que, par un ouvrage de cette nature², le grand public, et pas seulement les spécialistes, soit saisi d'une question qui, si elle n'était pas résolue au plus vite, marquerait la faillite de la majorité du 11 mai. » Ces paroles se trouvent dans la préface que M. Paul Boncour a écrite pour le livre de M. Monteilhet, auquel nous arrivons. Nous n'avons pas ici à faire de la politique, par profession nous y renonçons ; mais il nous est permis de montrer par cette citation dans quel esprit a été traitée par cet auteur la question des Institutions militaires en France depuis 1815. Esprit si partial, si prévenu contre le corps des officiers, que M. Paul Boncour le juge « d'une sévérité parfois excessive ». A n'en pas douter, ce n'est pas une bonne note pour un livre qui prétend faire œuvre objective que de se mettre sous l'égide d'un parti ou d'un idéal politique. Ce parti pris paraît à

1. J. TRAMOND et A. REUSSNER, *Éléments d'histoire maritime et coloniale contemporaine (1815-1914)*. Paris, 1924, 728 p., in-8.

2. J. MONTEILHET, *Les institutions militaires de la France (1814-1924)*. De l'armée permanente à la nation armée. Paris, 1926, 414 p., in-8.

maintes reprises. Il amène l'auteur à négliger bien des sources d'information. M. Monteilhet a beau nous dire, dans une sorte de notice bibliographique, qu'il a lu beaucoup de livres, notes, travaux sur les questions de recrutement et d'organisation de l'armée, nous pourrions toujours lui répondre qu'il n'a lu que ceux qui lui semblaient intéressants pour défendre sa thèse. Il nous sera facile de lui en donner des exemples. M. Monteilhet oppose l'armée de métier, c'est-à-dire encasernée et à longue durée de service, à l'armée de milices. La première, destinée par les gouvernements à lutter contre les périls intérieur et extérieur, n'est jamais prête et jamais préparée. La seconde n'a jamais été créée sérieusement par nos dirigeants. Quand elle fut mise sur pied, elle ne fut qu'une caricature destinée à lutter contre le prolétariat. Or, si les militaires étaient conscients de leurs devoirs, ils auraient appelé de tous leurs vœux cette armée de milices, cette armée formée de réservistes aguerris, mûrs d'esprit et robustes de corps. Au lieu de cela, par étroitesse d'esprit, par déformation professionnelle, ils ont toujours rejeté l'appoint formidable que donne la nation en armes. Et M. Monteilhet de nous citer des paroles de militaires qui montrent cet esprit rétrograde ; il y en a presque à chaque page ; les quelques officiers qui émettent des opinions différentes ne sont que des cerveaux qui devancent le milieu. Eh bien, c'est une erreur, il y a toujours eu dans l'armée des officiers animés d'opinions contraires, exposant leurs idées ; et si M. Monteilhet, avec moins de parti-pris, avait lu davantage les différentes revues militaires, il aurait trouvé bien souvent des articles analogues à celui qu'a publié le *Spectateur Militaire* de 1870 : il s'agissait d'un projet de loi sur le service universel et obligatoire avec une armée de réserve à recrutement régional.

Le savant historien des nationalités d'Autriche-Hongrie nous donne une très intéressante histoire de la double monarchie pendant la guerre ¹. Alors que les trois précédents ouvrages ne donnent aucune référence, le livre de M. Auerbach nous indique les nombreuses sources qui ont permis à l'auteur de nous présen-

1. B. AUERBACH, *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre, depuis la début des hostilités jusqu'à la chute de la monarchie* (août 1914-novembre 1918). Paris, 1925, 627 p., in-8.

ter cette peinture très vivante de la vie intérieure et extérieure de ces pays : vie intérieure avec le conflit incessant entre les différentes nationalités, avec les mouvements politiques, peut-être trop réduits à la vie parlementaire tant en Autriche qu'en Hongrie, avec les changements de ministère, avec l'influence personnelle du nouvel empereur Charles ; vie extérieure avec les opérations militaires assez succinctement décrites, avec les relations de brillant second vis-à-vis de l'Allemagne, avec les tractations officielles ou officieuses engagées avec l'Entente. A chaque instant, M. Auerbach montre l'influence de la situation militaire sur la politique intérieure, et l'action des rivalités entre nationalités sur la conduite de la guerre ; il signale aussi, à maintes reprises, l'état lamentable des unités, germe d'indiscipline, dû à un malaise économique dont la gravité impose aux dirigeants de l'Empire une politique d'alimentation parfois contraire aux véritables intérêts de la monarchie.

Comme on le voit, ces quatre livres sont très différents d'inspiration et de fond ; il n'en reste pas moins que, par eux, nous pouvons esquisser quelques-unes des relations qui existent entre l'état général d'un pays et ses institutions militaires et navales.

* * *

L'opposition établie par M. Monteilhet entre l'armée de métier et l'armée de milices nous engage à examiner tout d'abord si l'aversion que cet auteur prête aux militaires de carrière contre cette formation de la nation en armes est justifiée, et si l'échec des nombreuses tentatives faites pour instaurer des milices n'est pas dû à des causes extérieures aux militaires.

Il y aurait lieu, tout d'abord, de constater que tous les peuples ne sont pas également aptes à recevoir rapidement une formation disciplinée, sans discuter. Les Suisses, qui nous sont présentés comme le modèle du peuple confiant sa défense à des milices, sont plus disciplinés que nous ; ils acquièrent assez vite une cohésion que nous ne prenons qu'avec lenteur. Affaire de psychologie, mais qui ne peut être négligée quand il s'agit d'étudier un des principaux facteurs de la guerre : l'homme. Si, au lieu d'examiner cette question dans l'espace, nous regardons dans

le temps, nous pouvons penser que le franc-archer, qui n'était pas tenu par le devoir féodal, était peu disposé à accepter les ordres d'un chef qu'il ne connaissait pas. Les troupes qui formaient les milices médiévales étaient plutôt une cohue armée qu'une unité digne de ce nom. Même dans les cas où ces citoyens armés défendaient ce qu'ils avaient de plus précieux, il leur fallait une direction pour ainsi dire providentielle pour qu'ils sentissent la volonté d'obéir. Jeanne Hachette encourageant la milice bourgeoise de Beauvais en est un exemple.

Le même état d'esprit se retrouve dans les légions provinciales de François I^{er}. Les cadres sont bien permanents ; mais les miliciens, désignés dans chaque paroisse, ne ressentent aucun lien moral, matériel ou spirituel avec leurs chefs. Là encore, l'esprit de corps, en prenant ce terme dans un sens général, n'existe pas. On est obligé de remplacer ces formations sans âme, sans squelette.

Il est facile d'ailleurs de comprendre pourquoi cette milice ne figure jamais avec avantage dans les guerres du xvii^e et du xviii^e siècle. La puissance du feu est apparue, bien modeste certes par rapport à ce que nous avons vu de 1914 à 1918. La continuité du feu paraît une chose souhaitable à tous les chefs d'armée. On cherche à la réaliser ; l'armement étant à tir très lent, on est amené à grouper les hommes en nombre tel que, par leur tir successif, ils exécutent un feu sans arrêt. Cela nécessite des formations lourdes, peu manœuvrières, aux évolutions compliquées, où chaque homme a sa place qu'il ne doit pas quitter, où l'automatisme ne peut être acquis que par de longs exercices.

Aux Dunes, pour réaliser ce feu continu, les mousquetaires sont sur huit rangs. L'adoption du fusil permet de réduire la profondeur des files ; enfin, avec la cartouche d'une seule pièce, les formations de fusiliers sont de trois à quatre rangs. Une pareille évolution de l'armement facilite l'instruction des recrues et permet de comprendre pourquoi les bataillons de volontaires pourront se couvrir de gloire pendant la Révolution.

Ce n'est que pendant la Révolution que les milices, ou leurs succédanés, vont au feu. Sous l'ancien régime, elles y vont parfois « comme une armée de seconde ligne ». Si en 1702 elles résistent aux coalisés, c'est que, par mesure de sagesse, on a

affecté des miliciens aux troupes réglées. Il y a là comme un avant-projet d'amalgame.

On oublie trop souvent, quand on étudie les campagnes de la Première République, que les bataillons de volontaires, les premières unités levées dans cet enthousiasme patriotique, n'ont pas toujours fait excellente figure. L'amalgame n'était pas seulement destiné à infuser un sang nouveau aux troupes régulières, il devait aussi donner force et cohésion aux recrues de grand courage. Il ne faut pas méconnaître que bien des généraux, colonels, etc., des armées de la Révolution et de l'Empire, ne viennent pas des volontaires ou des gardes nationales ; ils avaient été formés dans les écoles militaires de l'Ancien Régime ou avaient gagné leurs premiers grades en portant l'habit du roi : d'Aboville a servi comme colonel pendant la guerre d'Indépendance, Kellermann a pris part à la guerre de Sept Ans, Beurnonville a commandé aux Antilles, Bernadotte est sous-officier, Bourcier, célèbre cavalier, a été dragon dans la Légion Royale, etc. Tout ceci montre que l'armée de la Révolution n'est pas sortie d'un jet, mais a profité, même dans ce qui la rapproche de la milice, de l'ancienne armée régulière, si soignée par les ministres de la Guerre.

Il en est de même pendant la guerre de 1870. Les unités de la Défense Nationale font brillamment leur devoir et sauvent l'honneur du pays. Pourquoi, en leur rendant hommage, oublier les services rendus dans leur organisation et dans leurs combats par les officiers et sous-officiers évadés de Metz ou de Sedan ? Pourquoi ne pas signaler les 30 000 marins et les 500 officiers que la marine inactive mit à la disposition de la guerre ?

Ce que nous avons dit de la France pourrait être répété au sujet de États-Unis. Nous trouvons dans l'ouvrage de MM. Trarion et Reussner des remarques analogues. Au début de la Guerre Civile, les Sudistes ont l'avantage de l'organisation militaire ; les populations confédérées, habituées à la vie au grand air, au maniement des armes, ont des soldats excellents. Les Fédéraux recrutent en peu de temps d'innombrables volontaires. Les uns et les autres sont tenaces, animés d'une foi ardente. Dans les premières années, le Sud remporte tous les succès. La masse confuse des éléments nordistes donne bien des mécomptes à ses généraux et ce n'est que par un immense

travail d'organisation, après une transformation presque en armée de métier, que les troupes fédérales, capables de bravoure et d'héroïsme, deviennent aptes à manœuvrer et remportent des succès. De même pendant la guerre hispano-américaine, ce n'est pas l'armée régulière, trop faible, des États-Unis qui remporte la victoire, ce ne sont pas non plus les volontaires, c'est la marine, force permanente, entraînée, instruite, possédant des unités remarquables et fort homogènes.

Concluons par conséquent que milices et armées régulières ne peuvent pas être étudiées isolément, comme une abstraction ou une entité philosophique. L'une et l'autre répondent à une période donnée, à un armement, à une situation économique. Mais bien souvent, pour ne pas dire toujours, ces deux sortes de formations militaires sont appelées à collaborer pour la gloire de leur pays, et l'historien doit voir cette fusion des deux corps plutôt que les dissemblances qui peuvent les séparer.

*
* *

Une guerre ne se fait pas seulement avec des hommes. Sans vouloir examiner ici les luttes économiques qui ne sont qu'une forme à peine adoucie de la guerre, nous voudrions signaler par quelques exemples intéressants l'importance du facteur économique pour les armées.

Cette importance n'est pas nouvelle. Le général Colin nous signale les huit manufactures existant vraisemblablement avant le IV^e siècle de notre ère et qui travaillaient en Gaule pour fournir aux légions gallo-romaines l'armement dont elles avaient besoin ; ces fabriques semblent avoir été spécialisées dans un genre de fabrication ; l'une faisant les cuirasses, une autre des boucliers, une des armes de jet, une des épées, d'autres construisant des balistes et des onagres, etc.

La puissance industrielle d'un pays ne peut pas et ne doit pas être uniquement orientée vers la fabrication du matériel de guerre. Cependant la force d'une armée dépend beaucoup du matériel mis à sa disposition. L'armement évolue, se transforme et se complète. Nous avons signalé plus haut l'influence de l'apparition ou de l'évolution du fusil dans les formations ; nous voudrions maintenant indiquer qu'au cours d'une cam-

pagne, pourvu qu'elle soit un peu longue, ou pendant une série de campagnes, le matériel prend une importance de plus en plus grande au préjudice de ce que l'on appelle communément le moral. Pendant la guerre de 1914-1918, cet accroissement de l'armement a été particulièrement sensible ; une des infériorités de l'armée austro-hongroise a été de ne pouvoir suivre cette évolution parallèlement à l'armée italienne par suite de la situation générale de la double monarchie.

Déjà sous les Romains et les Gallo-Romains, cette transformation se remarque : avec César, pendant la conquête des Gaules, les Légions possèdent peu d'armes de jet ; quand la valeur morale des unités baisse par suite de l'emploi de mercenaires ou d'étrangers, chaque Légion possède une cohorte de balistes et d'onagres. Si l'artillerie apparaît presque dès le début de la guerre de Cent Ans, elle ne prend force et puissance qu'au cours de cette longue lutte. Le matériel lourd et encombrant n'est guère employé en campagne avant Formigny et Castillon, à un moment où la chevalerie, lassée et décimée, éprouve le besoin d'un renfort sérieux. Il en est de même plus tard. Ce n'est qu'en 1691, que la création des Fusiliers du Roi donne une existence permanente à l'artillerie qui ne comprenait que des cadres avant 1668, et quelques compagnies après cette date. A ce moment la France est épuisée par une longue série de guerres, elle est affaiblie par le départ des protestants après la Révocation de l'Édit de Nantes. Le matériel vient renforcer l'infanterie.

Pendant le Premier Empire, la même évolution se manifeste ; mais les besoins sont accrus, les champs de bataille se multiplient à travers l'Europe et les arsenaux français ne peuvent plus subvenir à toutes les demandes des armées. Aussi les généraux de Napoléon utilisent-ils les dépôts et les manufactures des pays occupés. L'arsenal de Séville, entre autres, est employé pendant les guerres d'Espagne pour restaurer le matériel d'artillerie de l'armée et pour en créer du nouveau. L'approvisionnement considérable, les forges et fonderies sont utilisés à plein pour rendre à l'armée française un instrument de combat de premier ordre.

L'importance du facteur industriel est plus grande encore quand il s'agit de la marine. Toute notre histoire navale en est

un exemple. Nous n'avons eu de flotte digne de ce nom que dans les moments où notre industrie était prospère. Au moment des croisades, Philippe-Auguste est mortifié de voir le dénuement de sa marine. Il s'efforce de remédier à cet état de choses ; mais la réunion d'une grande flotte en 1213 n'a pas de lendemain, et pendant de longues années, notre marine de guerre sera presque inexistante. Richelieu sent le besoin d'avoir une armée navale ; mais ce n'est que Colbert, animateur de l'industrie française, qui réalise les vues du grand cardinal et dote notre pays d'une flotte. Malgré les efforts et les encouragements donnés à certains moments par le gouvernement, ce ne sera que sous le Second Empire, lors du grand essor économique causé par l'essor industriel, que nous aurons la marine nécessaire par le développement de nos côtes et de notre politique mondiale.

Il n'y a pas que l'industrie qui ait une influence sur l'état des armées et sur les opérations de guerre. M. Auerbach nous dépeint la situation dans laquelle se trouvaient les armées de la Double Monarchie. Si le dénuement des troupes n'a pas empêché les victoires d'août 1917 remportées sur un ennemi en pleine décomposition en Galicie et en Bukovine, il n'a pas moins eu pour effet de relâcher les liens des unités. L'année suivante, l'armée épuisée, faute de vivres, ne peut poursuivre les succès obtenus sur la Piave. Les Italiens repoussent sans grande difficulté des hommes à peine nourris. Aux mauvaises conditions militaires s'ajoute le germe de l'indiscipline due aux privations.

* * *

Il ne faut pas oublier la force intellectuelle et morale des unités en présence quand il s'agit d'examiner une question d'histoire militaire. Il faut l'étudier et s'efforcer de la comprendre.

Le chef d'abord : quoi de plus intéressant que de pénétrer ces grandes physionomies d'hommes de guerre, ces Montluc, ces Turenne, si différents de nous, mais ayant un idéal, une doctrine. Routiers ou grands capitaines, ils ont de l'honneur, de l'attachement au roi ou à la patrie, des conceptions diverses, mais ils sont toujours loyaux et méritent souvent l'estime et

l'admiration de leurs ennemis. Quel plus bel éloge peut-on faire d'eux ?

A leurs qualités morales s'ajoute une certaine intelligence. Beaucoup ont travaillé, ont appris auprès de maîtres de la guerre, comme Turenne servant sous les ordres des Nassau, comme Montluçon suivant les exploits de Bayard ; d'autres, passionnés de lectures, tel Henri IV, étudient dans Plutarque ou dans César l'histoire militaire. Ils s'instruisent pour vaincre.

Dans les temps contemporains, les deux figures de généralissime, Conrad von Hoetzendorf et Foch, apparaissent avec leur caractère propre. Le premier peut être considéré comme un comparse gravitant autour des Falkenhayn ou des Hindenburg ; pourtant ce général, autrichien pur sang, se présente comme très conscient des nécessités de son pays. Sa vieille haine de l'Italie lui fait concevoir les plans de campagne contre cet ancien allié considéré comme un traître ; le besoin d'expansion de la monarchie l'incite d'autre part à terminer les affaires balkaniques au plus tôt. Quant au front russe, il n'intéresse guère Conrad. C'est ce que M. Auerbach nous montre à maintes reprises dans son ouvrage. Von Hoetzendorf n'était pas à ce point de vue le généralissime parfait, il ne savait pas toujours sacrifier son point de vue au bénéfice de la cause des puissances centrales. Il restait serviteur de l'Autriche, il n'était pas le général du *Mittel-Europa*.

Aucun des livres que nous examinons n'a étudié à fond le maréchal Foch, mais M. Monteilhet lui a consacré quelques lignes qui dénotent ou le parti-pris que nous avons déjà signalé ou une méconnaissance des théories intellectuelles de ce général. Pour cet auteur, le généralissime des armées alliées ne connaît et ne préconise que la guerre napoléonienne. Certes, c'est faire intervenir certaines théories que de reprocher à l'ancien professeur de l'École de Guerre d'étudier les campagnes de Bonaparte sous le Directoire et de négliger les opérations des généraux de la Convention. C'est montrer le bout de l'oreille. Il semble pourtant plus intéressant, dans une école, d'étudier le maître qui résume une doctrine plutôt que ses devanciers qui tâtonnent dans la recherche de la vérité de l'époque. Cette vérité parfois variable a été notée par le maréchal. Il s'est bien gardé de déduire de

l'enseignement des guerres passées des conclusions applicables dans tous les cas aux opérations de notre époque. Il a su noter « les réalités de l'histoire et de la géographie » qui s'imposent aux tacticiens et aux stratèges, et en cela il s'était montré aussi bon théoricien qu'il fut bon artisan. Mais au-dessus de ces variables, il a cherché à déterminer quelques-uns des « principes de la guerre » qui, par définition même, paraissent éternels ¹.

Nous pourrions maintenant parler de la valeur de la troupe, montrer les ferments d'indiscipline, gages de la défaite comme à Azincourt ou à Vittorio-Veneto ; indiquer l'importance de l'instruction ; signaler les tentatives vouées à l'insuccès pour transformer les soldats en laboureurs, leur faisant perdre leurs qualités militaires sans leur faire acquérir une valeur agricole. Que de questions mériteraient d'être étudiées au point de vue de la troupe, qui permettent seules de comprendre la force morale et matérielle d'une armée.

*
* *

Nous n'avons pu songer à tout indiquer à ce sujet. On peut voir que c'est un programme énorme qui s'offre aux investigations de ceux qui veulent s'occuper d'histoire militaire. Nous avons commencé à parler d'art militaire. Les deux disciplines sont bien connexes : l'art militaire est, à notre avis, la spéculation plus ou moins théorique visant les guerres du futur ; l'histoire militaire est l'étude de ce qui s'est passé, et qui seule permet à l'art militaire de raisonner par analogie en regardant dans le passé les causes des victoires et des défaites.

Nous nous excusons d'avoir voulu esquisser ces quelques réflexions. Ces idées mériteraient d'être méditées davantage, d'être plus complètement développées. Dans un tel ensemble rien ne peut être pris séparément, rien ne peut être isolé des contingences extérieures ; force morale ou matérielle, hommes, armement, terrain (dont nous n'avons pas dit un mot ici) doivent être examinés dans leurs relations avec la société de l'époque, avec sa puissance industrielle, avec son développement écono-

1. Cf. *Des principes de la guerre*, p. 20, et *Discours prononcé à l'Ecole Polytechnique en 1920*.

mique. Il faut un état d'esprit large, compréhensif, ouvert à toutes les influences. C'est pour montrer cette complexité des études d'histoire militaire que nous avons écrit ces lignes, et il ne nous reste plus en terminant qu'à demander un peu de bienveillance pour leur auteur.

R. VILLATE,
Capitaine d'infanterie breveté.